

ÉLECTIONS LOCALES DU 29 NOVEMBRE :**Le vrai scrutin n'a pas encore eu lieu !**

Au lendemain des élections locales du 29 novembre 2012, la classe politique et l'ensemble des médias multiplient les analyses, les commentaires et les conclusions liés à ce double scrutin. Chose somme toute normale en pareilles occasions, sauf que, pour cette élection-là, tout est précaire : les résultats annoncés par le ministre de l'Intérieur ne sont ni définitifs, ni même à l'abri de spectaculaires bouleversements !

Kamel Amarni Alger (Le Soir)

- Même les Assemblées populaires communales où des partis ont pu obtenir la majorité absolue peuvent basculer ailleurs. C'est que les modalités d'élection du président d'APC ont été révolutionnées par la dernière révision du code électoral en 2011. Cette année-là, le FLN de Abdelaziz Belkhadem avait réussi, à travers la commission juridique de l'Assemblée présidée alors par Tahar Khaoua (l'actuel président du groupe parlementaire), à imposer un amendement, fortement contesté du reste, dans l'article 69 du code communal fixant les modalités d'élection du président d'APC.

Selon cet amendement, est élu président le candidat du parti arrivé en tête ; bref, du sur-mesure pour le parti majoritaire ! Cet amendement, qui avait provoqué une véritable tempête y compris au sein de l'Alliance présidentielle. De même qu'une colère noire de Abdelaziz Bouteflika qui ordonnera de rattraper «le coup» à travers le code électoral, en cours de révision à l'époque.

Ce qui sera fait à travers l'article 80 dudit code électoral qui, contrairement au code communal qui est une loi simple, est une loi organique. C'est cet article 80 qui prime donc et qui sera appliqué pour l'élection du président d'APC. Et que stipule cet article ? : «Dans les quinze (15) jours qui suivent la proclamation des résultats des élections, l'Assemblée populaire communale élit son président parmi ses membres pour le mandat électoral.

Le candidat à l'élection du président de l'Assemblée populaire communale est présenté sur la liste ayant obtenu la majorité absolue des sièges. Si aucune liste n'a

obtenu la majorité absolue des sièges, les listes ayant obtenu 35 % au moins des sièges peuvent présenter un candidat.

Si aucune liste n'a obtenu 35% au moins des sièges, toutes les listes peuvent présenter un candidat. L'élection a lieu à bulletins secrets, est déclaré président de l'Assemblée populaire communale le candidat ayant obtenu la majorité absolue des voix.

Si aucun des candidats classés premier et deuxième n'a obtenu la majorité absolue des voix, un deuxième tour est organisé dans les quarante-huit (48) heures qui suivent et est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des voix.»

«En cas d'égalité des voix, est déclaré élu le candidat le plus jeune». L'introduction du vote à bulletins secrets comme mode



Photo : Samir Sid.

d'élection, ouvre la voie à toutes sortes d'alliances, même les plus invraisemblables ! Ainsi, et pour peu que des élus d'autres formations se liguent contre le candidat du parti arrivé en tête, tout sera à refaire. C'est également une aubaine et une incitation à des règlements de comptes y compris entre membres d'une même liste.

Le secret de l'opération et la perspective d'une nouvelle élection, ouverte celle-là, et où tout le monde peut prétendre briguer le poste de président peuvent créer d'énormes surprises. En tout cas, cela peut être fatal pour des partis dont les listes ne sont pas cohérentes et elles sont fort nombreuses dans ce cas ! Aussi, faut-il

remarquer que plus de 800 APC n'ont pas connu l'émergence du lot d'une liste d'un parti ou d'indépendants. Un cas de figure qui permet à tous les élus de présenter leurs candidatures. Et 800 APC, c'est plus de la moitié à l'échelle nationale. Ce qui, en d'autres termes, peut bouleverser les résultats d'ensemble de cette élection. Ce même topo est par ailleurs valable s'agissant des Assemblées populaires de wilaya. C'est dire à quel point les révisions du code communal et du code électoral ont chamboulé les donnees et ce n'est pas tout ! Un autre amendement, d'apparence anodin, peut également s'avérer problématique pour tous les partis : celui relatif à la suppression du droit des élus au retrait de confiance au président d'APC élu. Autrement dit, une fois élu, le P/APC n'a plus de compte à rendre à personne. Ni à ses collègues élus au sein de son assemblée, ni même à son propre parti qui perdent ainsi le seul moyen de contrôle dont ils disposaient auparavant.

K. A.

LOUISA HANOUNE :**«L'heure est grave !»**

Au ministre de l'Intérieur qui évoquait un test passé avec brio, Louisa Hanoune rétorque que les élections locales sont un deuxième examen raté. Le Parti des travailleurs s'interroge sur la nature des cercles de décision qui mettent l'ANP aux premières lignes et qui empêchent les engagements du Premier ministre d'être tenus. Une seule lecture de Hanoune : l'ANP est ciblée et l'heure est grave.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - La secrétaire générale du Parti des travailleurs n'hésite pas à parler de hold-up électoral commis non seulement par les moyens traditionnels de la fraude mais aussi par le recours au vote collectif des corps constitués. Louisa Hanoune a tout simplement qualifié les propos du ministre de l'Intérieur à ce sujet d'ahurissants, s'étonnant de la lecture faite par Ould Kablia des articles régissant les inscriptions sur les listes électorales

des membres de l'armée. Son parti avait pourtant, dès les premières heures du début du scrutin, alerté les services du chef du gouvernement et ceux du ministère de l'Intérieur qui avaient fait part de leur disposition à remédier à la situation. Leurs engagements n'ont pas été tenus mais la secrétaire générale du PT ne semble pas en tenir rigueur au Premier ministre, dont elle dit ne pas douter de la bonne foi.

Elle évoque un coup de poignard planté dans le dos du président de la République. Par qui ? Par ceux-là mêmes qui donnaient des contre-ordres en 2001 en Kabylie. En plus de l'implication de l'armée dans l'opération, Louisa Hanoune dénonce un taux de participation tronqué et un fichier électoral gonflé qui trahissent, dit-elle, une volonté de faire désespérer le peuple définitivement de la politique. Résultat de ces élections qui ne reflètent pas la volonté

populaire, une carte politique préfabriquée qui aura sanctionné le PT pour ses positions. Les institutions élues se retrouvent, dit-elle, polluées par les hommes d'affaires. Un facteur de décomposition supplémentaire, assure-t-elle, tout en se demandant qui aurait intérêt à impliquer de telle sorte l'ANP et à pousser à l'affrontement. Face à une situation qu'elle dit porteuse de danger, le Parti des travailleurs organisera dans les jours à venir une réunion de sa direction avec comme objectif, l'examen des mécanismes à mettre en place pour organiser la résistance populaire, pour étudier ces nouvelles donnees et organiser la riposte. Le Parti des travailleurs, dira sa première responsable, ne sort pas affaibli de ces consultations. Son inquiétude quant au devenir du pays est grande. Louisa Hanoune se demande quel scénario est en phase d'être préparé pour l'élection présidentielle.

N. I.

ÉLECTIONS LOCALES**Le bulletin nul en troisième position**

Les élections locales ont démontré que la carte politique de l'Algérie n'a pas changé. Selon des universitaires, outre les deux partis de l'Alliance présidentielle qui demeurent toujours en tête, le bulletin blanc constitue la troisième «force politique».

Rym Nasri – Alger (Le Soir) - Hier au «Forum stratégique» du quotidien El Moudjahid à Alger, Makhoul Sahel, Maître-assistant à la faculté des sciences politiques, a assuré que depuis quelques années, le taux national de participation aux élections est en courbe descendante. «Avec la participation de 52 partis et de nombreuses listes de candidats indépendants, l'Algérie connaît une inflation de candidats et un déficit d'électeurs», a-t-il affirmé.

Il souligne ainsi le cas d'Alger où «le rendez-vous électoral a été boudé». Contrairement, poursuit-il, «à la Kabylie qui a connu cette fois-ci une participation plus importante par rapport aux précédentes élections». Une situation qu'il explique, soit par l'absence d'un appel au boycott et/ou à la parti-

cipation des deux partis traditionnels. L'intervenant fait également remarquer que les listes des candidats indépendants se sont démarquées. «Avec 863 sièges aux APC (Assemblées populaires communales) et 76 sièges aux APW (Assemblées populaires de wilaya), les Indépendants se retrouvent en 6^e position et devançant plusieurs partis, même des partis anciens». Il s'interroge ainsi sur cette «préférence» des électeurs aux listes des Indépendants.

L'analyse de l'universitaire relève que le FLN (Front de libération nationale) et le RND (Rassemblement national démocratique) constituent toujours les deux premières forces politiques. «Le MPA (Mouvement populaire algérien) est devenu la troisième force politique et les Indépendants se sont

imposés en force». Il précise également que le mouvement islamiste, le mouvement démocrate traditionnel et les partis proches du «gauchisme» enregistrent un «recul».

S'agissant des bulletins nuls, il affirme qu'«en comparaison à plus de 8 millions d'électeurs, un million de bulletins nuls est très important. D'ailleurs par leur nombre, les bulletins nuls constituent la troisième force politique après le FLN et le

RND». Pour sa part, Mohamed Fadène, enseignant de sciences politiques, affirme que la législation algérienne est conforme aux standards internationaux. «Seuls quelques agissements négatifs sont signalés», dit-il.

Toutefois, il estime que le nombre de partis politiques agréés est «exagéré». «Aujourd'hui, il est plus facile de créer un parti politique que d'établir une liste électorale». Et de s'interroger : «est-ce

que ces partis ont un programme et une popularité ?». L'ex-membre du Conseil constitutionnel a aussi soulevé le problème du fichier électoral. Pour lui, ce fichier établi à l'échelle locale, nécessite un «assainissement».

Autre lacune relevée : l'absence d'observateurs dans plusieurs bureaux de vote. Un problème qu'il impute au «manque de moyens financiers de nombreux partis politiques».

R. N.

APC DE TIZI-OUZOU :**La présidence revient au RCD**

La présidence de l'APC de Tizi-Ouzou est revenue finalement au RCD. Cette charge sera assurée par Ouahab Ait Menguellet qui a conduit la liste du Rassemblement pour la culture et la démocratie et obtenu 7 sièges, devançant le FFS (6), le FLN (6), le RND(5), et deux listes d'indépendants, dont l'une est parrainée par le RPR, l'autre par le MEN qui ont décroché respectivement 6 et 4 sièges. Pour constituer sa majorité, le RCD a dû mener des négociations serrées ayant abouti, en fin d'après-midi d'hier, samedi, à un accord triangulaire. Une alliance à trois, constituée d'une part, par le groupe d'élus conduit par Si Salah, un transfuge du FFS dont la liste a été parrainée par le RPR et d'autre part, par le RND dont la liste a recueilli 5 sièges.

S. A. M.